La laïcité, espace de liberté ou de contrôle ?

par Pierre GUEGUEN, membre de la CAN de la Fédération Nationale de la Libre Pensée (FNLP)

Introduction

La Libre Pensée a renoué, il y a quelques années, avec la proposition de conférences à thème, assurées par des libres penseurs et des libres penseuses. Chaque conférencier choisit son thème en fonction de l'actualité, des domaines d'action de la Libre Pensée et de ses propres compétences.

En 2020, m'inscrivant sur la liste de la Fédération Nationale, j'ai notamment proposé ce thème : « *La laïcité, espace de liberté ou instrument de contrôle ?* ».

C'était à l'origine une proposition de Jean-Louis Bianco, invité par ma fédération de Haute-Garonne en 2019 en tant que président de la nouvelle association « *La Vigie de la Laïcité* », qu'il a fondée avec Nicolas Cadène et d'autres personnalités investies dans la défense de la laïcité après la dissolution de l'Observatoire de la Laïcité par le gouvernement. La conférence que nous avons alors tenue avec la Ligue des Droits de l'Homme, juste avant le « lock-out » de l'épidémie Covid avait connu un succès certain par l'intérêt des interventions et la richesse du débat, dans le Pavillon République du Conseil Départemental 31.

J'ai conservé ce thème, car il permet, dans le cadre d'une approche à la fois philosophique et politique et dans le temps imparti, une brève revisite ou visite de certains concepts fondamentaux : la laïcité, bien sûr, mais aussi le triptyque *liberté - égalité - fraternité*, les libertés fondamentales - de conscience, d'expression, etc. -, les lois historiques obtenues par les républicains - les authentiques ! -, ceux qui aspiraient comme nous à l'avènement de la République sociale. Pas celle qu'on grave dans le marbre constitutionnel pour mieux l'oublier et la trahir, mais celle qui s'adapte aux générations autour de principes humanistes, républicains, socialistes et évolue au gré du temps et des événements.

Nous allons pouvoir le vérifier dans le cadre de cette réunion-débat, puisqu'aujourd'hui comme en 2019, cet exposé s'inscrit dans une actualité particulièrement intéressante qui met au cœur de notre réflexion cette question : la laïcité est-elle espace de liberté ou instrument de contrôle, de police ?

La revue personnaliste *ESPRI*T, fondée en 1932 par le philosophe catholique Emmanuel Mounier, publie dans son dernier numéro un dossier « *Laïcité* » dans lequel on peut lire ce passage qui fait allusion à l'affaire du Fonds Marianne : « *La légèreté de Marlène Schiappa donne une image déplorable des champions républicains de la laïcité, qui n'ont cessé de donner des leçons de vertu et de rigueur aux militants d'une laïcité prétendument molle et laxiste, alors que ces derniers font ce qu'ils disent et disent ce qu'ils font.* » *ESPRI*T fait ici référence à l'Observatoire de la Laïcité, structure qui fonctionnait avec des moyens limités et savait néanmoins conserver une réelle indépendance, était appréciée très favorablement par les structures qui faisaient appel à ses compétences. A l'opposé, dirai-je, de toutes celles et de tous ceux qui conçoivent la laïcité comme un outil de répression, une police de la pensée unique et qui se sont retrouvés, au moment de la tragédie de l'assassinat de Samuel Paty, autour des fonts baptismaux de la loi Séparatisme, qu'ils ont fini par appeler « *loi pour le respect des principes républicains* ». Ce qui nous rappelle la fameuse phrase de Victor Hugo dans son discours contre la loi Falloux, en 1851 : « *Dès que vous forgez une chaîne, vous l'appellez liberté !* ». En effet, cette loi représentait une nouvelle étape dans le développement de la politique totalitaire du président Macron, dont on connaît les suites aujourd'hui. Vous voyez que d'entrée, nous sommes au cœur du sujet de cet exposé : la laïcité instrumentalisée, trahie, pour piétiner les libertés, en violation totale de la volonté des législateurs de la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat de 1905 et de la loi de 1901 consacrant la liberté d'association. A tel point que d'autres que la Libre Pensée s'alarment également de cette atteinte à des droits désormais acceptés par toutes les parties ou presque qui s'étaient affrontées sur les bancs de l'Assemblée nationale en 1905.

Mais parler de la laïcité implique de parler de la liberté de conscience avant toute chose.

I – Qu'est que la conscience ?

Commençons par une définition de la conscience : la conscience est ce qui permet de passer de l'état de **sujet sous tutelle** à celui de **citoyen à part entière**, tant sur le plan individuel que collectif. Fin 1784, dans sa *Réponse à la question : « Qu'est-ce que les Lumières ? »*, le philosophe allemand Emmanuel Kant explique que « les « Lumières » se définissent comme la sortie de l'homme hors de l'état de tutelle dont il est lui-même responsable. » On est sous tutelle, dit-il, quand on ne sait pas se servir **seul** de son « entendement », c'est-à-dire de toutes nos capacités à comprendre. Bref, quand on n'est pas son propre maître, quand bien même on croit l'être !

« *Sapere aude !* », s'écrie donc le philosophe déicide, lui qui eut l'audace de classer Dieu dans la catégorie des *noumènes*, ces pures productions de l'esprit non démontrables, au contraire des *phénomènes*, pour l'exclure sans risque de ses études, évitant ainsi de perdre son temps dans des raisonnements fumeux et de complaisance pure. « *Sapere aude !* », ainsi traduit : « *Aie le courage de te servir de ton propre entendement !* », mais que l'on peut aussi traduire plus littéralement, pour conserver la force de l'injonction : « *Aie l'audace de comprendre !* ».

Comprendre ! La conscience mène les individus et les peuples à leur émancipation en suivant les chemins de la Raison. Kant poursuivait les pistes de la pensée et de la recherche ouvertes par bien d'autres avant lui, tels Épicure, Lucrèce, Galilée, Descartes, Spinoza, ou encore Bruno et Vanini qui tous avaient en commun le rejet du dogme, de la Vérité révélée, de l'obscurantisme et de la superstition, privilégiant le doute comme point de départ de leur démarche empirique.

On retrouve cette marche vers l'émancipation de la tutelle de l'Eglise dans les arts : on pourrait citer Le Caravage qui ramène l'histoire religieuse à celle, quotidienne et misérable des hommes et des femmes de la plèbe romaine. Mais on ne résiste pas à citer aussi Michel-Ange et notamment sa « *Création d'Adam* » dans la Chapelle Sixtine qui voit Dieu entouré d'une cape figurant très précisément une coupe anatomique longitudinale du cerveau humain : ce n'est pas l'homme qui est créé à l'image de Dieu, mais Dieu qui est créé par les hommes à leur image...

S'émanciper de l'Eglise, du pouvoir dogmatique de cette *secte qui a réussi* et qui est devenue « *la religion des Seigneurs* » - pour reprendre le titre d'un très bon livre d'Éric Stemmelin -, implique de s'émanciper de l'absolutisme monarchique. L'audace de comprendre conduit à l'audace d'agir, à l'audace de la rupture avec l'Ordre établi. La marche vers la République fait alors ses premiers pas.

II - La liberté de conscience est la mère des libertés républicaines fondamentales

Sans la liberté de conscience, la République ne peut exister. C'est ce que Jean Jaurès réaffirmera après le vote de la loi de 1905 de Séparation des Églises et de l'État : « *La loi de séparation, c'est la marche délibérée de l'esprit vers la pleine lumière, la pleine science et l'entière raison.* » Car si l'on cherche en vain le terme « *laïcité* » dans la loi qui en offre le cadre juridique, les premiers mots de son article 1 en affiche sobrement mais fermement l'esprit : « ***La République assure la liberté de conscience.*** » Et cela suffit, car la liberté de conscience ne peut exister que par le caractère laïque de la République et de ses institutions. Le législateur de 1905, d'une certaine manière, décline en républicain le raisonnement suivant de Kant : « *La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.* » La conception du législateur de 1905 est bien à l'opposé de celle du législateur amateur de la loi Séparatisme d'août 2021.

Se méfiant comme Voltaire des « *griffes des tyrans éclairés qui font des vers* », le prudent philosophe, vivant sous le règne de ce Frédéric II qui avait tant effrayé Voltaire, avait prudemment ajouté à son propos : « *Seul celui qui, éclairé lui-même, ne craint pas les fantômes, mais garde en même temps à sa disposition une armée bien disciplinée pour garantir la paix publique, peut dire ce qu'une république ne peut oser dire : « Raisonner autant que vous voudrez et sur tout ce que vous voudrez, mais obéissez ! »* Mais cette précaution prise, il

pouvait ainsi conclure, avec une audace certaine : « *Quand la nature a ainsi fait éclore, sous cette dure carapace, le germe dont elle prend soin le plus tendrement, à savoir **l'inclinaison et la vocation pour la pensée libre**, cette tendance influe peu à peu en retour sur la mentalité du peuple (ce qui le rend progressivement plus apte à agir librement) et, finalement, sur les principes mêmes du gouvernement, lequel juge profitable pour lui-même de traiter l'homme, qui dès lors est plus qu'une simple machine, conformément à sa dignité.* » En 1789, près de cinq ans après la parution de *Réponse à la question « Qu'est-ce que les Lumières ? »*, la Révolution française éclate et la **Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août** proclame dès son article 1er que « **les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit** », et dans son article 10, assure pour la première fois la liberté de conscience, sans pour autant la nommer : « **Nul ne peut être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public** ». Le gouvernement Macron-Darmanin n'en a cure et multiplie décrets de dissolution d'associations et menaces (LDH par exemple) au nom de la lutte contre le terrorisme pour en réalité museler toute opposition à sa politique antidémocratique et antirépublicaine.

L'article 1 de la loi de Séparation de 1905 en est plus que l'écho direct, quand, un siècle plus tard, le droit à « **la liberté de conscience** », cette fois clairement formulé ferme la porte à toute éventuelle extrapolation par ses contempteurs. Les républicains historiques, héritiers de la Révolution et de la Commune sont alors à l'œuvre contre ceux qui s'auto-proclameraient sans doute aujourd'hui « *républicains responsables* » pour sauver un ordre établi aux pieds vermoulus et chancelant : suite aux différentes Restaurations, aux répressions liberticides et sanglantes contre la classe ouvrière et ses organisations naissantes, contre le peuple aspirant à la dignité et à l'avènement de la République sociale et contre les militants des différents courants du mouvement ouvrier et démocratique, un impératif est apparu, notamment à partir des discussions dans le milieu des républicains exilés après le coup d'État de Napoléon III. Ainsi Edgar Quinet et Ferdinand Buisson s'interrogent-ils : pourquoi n'arrive-t-on pas à établir une République solide ? Pourquoi est-elle sans cesse battue en brèche par les bonapartistes, les monarchistes, la réaction versaillaise ? Mais tout simplement parce qu'elle est une coquille vide ! Il faut par conséquent former parmi le peuple les républicaines et les républicains, c'est-à-dire des citoyennes et des citoyens conscients, suffisamment instruits pour comprendre par eux-mêmes et agir. **Agir pour construire leur République sociale**, pour la défendre contre les coups de boutoirs de la réaction et du parti clérical, vous savez, ce parti « *qui forge une chaîne et l'appelle liberté* » comme l'avait dit Victor Hugo au Parlement.

Voilà l'idée maîtresse qui sera au cœur de l'action de Ferdinand Buisson, toute sa vie durant, lui le protestant libéral libre penseur, communal, fondateur du premier orphelinat laïque, l'âme avec Jaurès de la loi de Séparation, le maître d'œuvre obstiné de l'École publique laïque gratuite et obligatoire. Car **pour cette révolution sociale, qui précèdera celle de la mise en place de la Sécurité sociale de 1945**, pour mettre en place cette loi essentielle et avancer encore plus vers la République sociale, il fallait avoir une conviction chevillée au corps : écarter de façon rationnelle l'Église et donc le Parti clérical de ce qui relève des prérogatives régaliennes de la République, en premier lieu l'instruction du peuple, la protection sanitaire et sociale, l'emploi et la dignité à égalité des citoyens quels que soient leur spiritualité et leur milieu social. « *L'État n'est pas antireligieux, il est areligieux* » affirmera Aristide Briand lors des débats de 1905. Un an auparavant, en juillet 1904 à Castres, Jaurès s'exprimait sur les liens entre la République, la démocratie et la laïcité : « *Démocratie et laïcité sont deux termes identiques. Qu'est-ce que la démocratie ? Royer-Collard en a donné la définition décisive : « La démocratie n'est pas autre chose que l'égalité des droits. » Or, il n'y a pas égalité des droits si l'attachement de tel ou tel citoyen à telle ou telle croyance, à telle ou telle religion, est pour lui une cause de privilège ou une cause de disgrâce. Dans aucun des actes de la vie civile, politique ou sociale, la démocratie ne fait intervenir, légalement, la question religieuse. Elle respecte, elle assure l'entière et nécessaire liberté de toutes les consciences, de toutes les croyances, de tous les cultes, mais elle ne fait d'aucun dogme la règle et le fondement de la vie sociale. (...) Et si la démocratie fonde en dehors de tout système religieux toutes ses institutions, tout son droit politique et social, (...) j'ai bien le droit de*

dire qu'elle est foncièrement laïque, laïque dans son essence comme dans ses formes, dans son principe comme dans ses institutions, et dans sa morale comme dans son économie. Ou plutôt, j'ai le droit de répéter que démocratie et laïcité sont identiques. (...) Voilà pourquoi, dès 1871, le parti républicain demandait indivisiblement la République et la laïcité de l'éducation. Voilà pourquoi depuis trente-cinq ans, tout recul et toute somnolence de la République a été une diminution ou une langueur de la laïcité ; et tout progrès, tout réveil de la République, un progrès et un réveil de la laïcité. »

III - Tout progrès, tout réveil de la République passe par un progrès et un réveil de la laïcité

Avec la Révolution française et l'abolition de la monarchie, la légitimité du pouvoir devrait avoir perdu son fondement divin, mais regardons de plus près et tournons notre regard vers le Vatican : le président Emmanuel Macron a été reçu, le 26 juin 2018, par le pape François au Vatican, avant de recevoir le titre de Chanoine d'honneur au cours d'une cérémonie dans la basilique Saint-Jean-de-Latran. « *Mon émotion est réelle* », a déclaré le chef de l'État, après avoir lentement remonté la nef, précédé de dignitaires ecclésiastiques et d'enfants de chœur. Le titre de « *premier et unique chanoine honoraire de l'archibasiliq* *ue du Latran* » remonte à la royauté et à Louis XI. Tous les rois de France, puis les chefs d'État, sont chanoines honoraires, mais ce n'est qu'en 1957 que le président René Coty s'est déplacé à Rome pour prendre réellement possession de ce titre. **Symbolique, le titre de chanoine de Latran formalise bel et bien le lien sacré entre la présidence de la République et l'Église catholique.** C'est un ersatz du sacre royal et impérial qui porte atteinte de facto aux principes fondateurs de la République et renforce le caractère bonapartiste de ses institutions.

Le fait de venir jusqu'à Latran pour recevoir ce titre ne doit rien au hasard. C'est ce qu'ont fait Charles de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac ou en 2007 Nicolas Sarkozy qui y avait lancé ces phrases restées dans les mémoires : « *les racines de la France sont essentiellement chrétiennes* », « *la laïcité ne saurait être la négation du passé. La laïcité n'a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes. Elle a tenté de le faire. Elle n'aurait pas dû.* », et surtout « *Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur, même s'il est important qu'il s'en approche, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance.* ».

Lors de sa venue au Latran, Emmanuel Macron s'est inscrit dans la continuité de son discours devant la Conférence des Évêques de France, au cours duquel il avait exprimé sa volonté de « *réparer le lien abîmé entre l'Église et l'État* ». La suite de son action politique avec la mise en œuvre des lois liberticides sous couvert de sécurité antiterroriste et d'urgence sanitaire, la poursuite du démantèlement de l'enseignement public, de la protection sociale collective, du droit au logement et à l'emploi, de la santé publique rappelle une fois encore le discours de Victor Hugo en 1851 : « *[J]e m'adresse au parti qui a, sinon rédigé, du moins inspiré le projet de loi à ce parti à la fois éteint et ardent, au parti clérical. Je ne sais pas s'il est dans le Gouvernement, je ne sais pas s'il est dans l'Assemblée, je le sens un peu partout (Rire général), et comme il a l'oreille fine, il m'entendra. (Nouveaux rires.) Je m'adresse donc au parti clérical et je lui dis : Cette loi est votre loi. Je me défie de vous (...) Nous connaissons le parti clérical ; c'est un parti ancien et qui a des états de services. (On rit à gauche.) C'est lui qui, depuis des siècles, garde jalousement, indiscretement et fatalement la porte de l'Église. C'est lui qui a trouvé pour la vérité ces deux états merveilleux : l'ignorance et l'erreur. (Rumeurs à droite.) C'est lui qui fait défense à la science et au génie d'aller au-delà du missel, et qui veut cloîtrer la pensée dans le dogme. (Nouvelles rumeurs.) Tous les pas qu'a faits l'intelligence de l'Europe, elle les a faits sans lui et malgré lui. Son histoire est écrite dans l'histoire du progrès humain, mais au verso. (...) Oui, certes, qui que vous soyez, qui vous dites le parti catholique, et qui êtes le parti clérical, nous vous connaissons. Voilà longtemps déjà que la conscience humaine vous demande : Qu'est-ce que vous me voulez ? Voilà longtemps déjà que vous essayez de mettre un bâillon à l'esprit humain. »*

C'est ce bâillon qui est remis en place par la remise en cause des lois de 1901 et de 1905, par toutes les lois et décrets liberticides de ces dernières années, dont la Libre Pensée exige l'abrogation.

La question essentielle qui se pose à nous résulte des conséquences dramatiques de la loi dite « Séparatisme » de 2021. Revenons à l'article 1er de la loi de 1905 : "*La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public*".

Quand la République « assure », cela sous-entend une action réelle d'intervention pour promouvoir l'existence d'un principe : la liberté de conscience.

Quand la République « garantit », cela n'implique pas forcément une action pour garantir le libre exercice des cultes en réglementant un culte (comme aujourd'hui le culte musulman et hier la religion juive) ou en dissolvant des associations qui ne partagent pas l'idéologie du président-monarque. Et comme l'indique notre déclaration solennelle du 9 décembre 2021, « *La Libre Pensée n'entend pas s'associer d'une quelconque manière à tous ceux qui ne parlent de laïcité que pour l'interdire et la réprimer. Les libres penseurs ne seront jamais les factotums d'un gouvernement qui viole en permanence les principes du respect de la liberté de conscience et de la non-reconnaissance et du non-financement des cultes ; principes érigés par la loi du 9 décembre 1905. La Libre Pensée ne sera jamais la complice de tous les réactionnaires, racistes, xénophobes qui dans une nouvelle Union sacrée ne voient des problèmes d'atteintes à la laïcité, que lorsqu'il s'agit des musulmans ou présumés tels. Ils voient des musulmans partout, ils ne voient l'Eglise catholique nulle part. Contrairement à l'affirmation de tous les cléricaux et réactionnaires, l'idée de séparation du Religieux et du Temporel a été le fondement de l'Humanité consciente. C'est sur ce principe intangible que l'Humanité a commencé à se débarrasser des chaînes qui l'entravaient.*

La Séparation des Églises et de l'État est donc le fondement de toute spiritualité en dégagant un espace pour la liberté de l'esprit, de la connaissance et du savoir. Bref, de la liberté de conscience. Toute atteinte à la liberté de conscience est donc une atteinte au principe de Séparation des Églises et de l'État. L'Eglise ne peut pas tolérer la République.

La Doctrine sociale de l'Eglise est la tentative d'un coup politique, de faire un « pacte social » pour revenir à la situation antérieure, pour re-cléricaliser la société. »

IV - Le retour du Concordat et d'un régime néocorporatiste sans le dire

La loi « Séparatisme » et le « Contrat d'Engagement Républicain » (CER) forment un néo-concordat, basé sur le principe « *qui contrôle, commande* ». C'est la mise sous tutelle de la liberté d'association par la menace permanente d'une possible dissolution par le fait du Prince. C'est la volonté de la mise en œuvre totalitaire d'une idéologie d'État qui entend dicter aux citoyennes et aux citoyens, au mépris du principe de la liberté de conscience, ce qu'il faut penser. La tentation concordataire taraude les gouvernements depuis des décennies, tantôt pour mettre à nouveau certains cultes en situation de peser sur la décision politique au travers de mécanismes de représentation formalisés, tantôt pour donner à l'État la possibilité de s'immiscer dans l'organisation d'autres confessions. En raison probablement de la nature bonapartiste de la Constitution du 4 octobre 1958, ils quittent ainsi les rails de la séparation des Églises et de l'État et s'engagent dans les chemins de traverse d'une politique concordataire à géométrie variable.

Mise en place d'une idéologie officielle de type communautariste et corporatiste

Jour après jour, on assiste à une longue litanie dans les médias officiels et officieux, représentant les intérêts du Pouvoir et du Capital. « *Malheur à celui et à celle qui refuserait les valeurs de la République, qui sort de l'arc républicain et qui refuse de condamner tout acte jugé contraire à l'ordre* ». Mais « *les valeurs de la République* », c'est l'auberge espagnole. Nous dénonçons cette volonté totalitaire de formater les consciences. En démocratie, on doit avoir le droit de dire *Non* et de manifester ses désaccords. Cela s'appelle la liberté d'expression et la liberté d'association indissociables de la liberté de conscience. Ce sont ces libertés

qui sont bafouées par le gouvernement. Et comme le disait Rosa Luxembourg : « *La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement* ».

Les mesures vécues sous l'état d'urgence anti-terroriste puis sanitaire, c'est le règne de la matraque et de la répression. Le corollaire pour la jeunesse est l'embrigadement généralisé dans le Service National Universel, les nouveaux chantiers de jeunesse chers à Macron et à son gouvernement.

Le droit à la désobéissance

La liberté de conscience, c'est aussi le droit de l'individu de dire non, comme nous l'avons dit. C'est ce que nous revendiquons pour nous et pour tous ! Nous étions du côté des appelés d'Algérie qui refusaient la guerre, comme nous sommes du côté du peuple ukrainien qui tente de résister à l'invasion russe et refuse les oukases des capitalistes américains et de l'Union européenne ; nous sommes aussi du côté du peuple russe qui tente de résister à la guerre menée au nom des intérêts des oligarques. C'est aussi la raison pour laquelle nous revendiquons encore et encore la réhabilitation de tous les Fusillés pour l'exemple de la Première Guerre mondiale. Nous revendiquons pour les jeunes un autre avenir que le SNU, les missions ou service civique, ou le Contrat d'engagement Jeunes. En tant que partisans de l'absolue liberté de conscience, nous respectons le droit de disposer de son corps tout comme celui de mourir dans la dignité. Nous refusons qu'une « autorité morale supérieure » (religion, famille, médecin, etc.) décide à notre place de ce qui est « *bien* » ou « *mal* ».

Le « contrat d'engagement républicain », une atteinte à la liberté d'association

Malgré les sérieuses réserves de la Défenseure des droits, du Haut Conseil à la Vie Associative, de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme, le décret du 31 décembre 2021 instaurant le « Contrat d'Engagement Républicain » prévu par la loi « *confortant les principes de la République* » a été publié le 1er janvier 2022, pour une mise en œuvre immédiate.

Ce « contrat », qui est en réalité une charte monarchique dans son esprit et sa lettre, organise, au mépris de la liberté associative, une surveillance généralisée des associations qui solliciteront des subventions ou la mise à disposition d'une salle publique. Les élus locaux sont appelés à mettre en place un contrôle général de l'organisation, du comportement de ses membres, de ses actions. Cet acte de défiance à l'encontre de toutes les associations risque de les fragiliser au moment même où leur engagement est essentiel pour l'exercice de la citoyenneté.

C'est aussi pourquoi la Libre Pensée a récemment rappelé sa position contre la Constitution antidémocratique de la Ve République. La Fédération nationale de la Libre Pensée a toujours condamné et ce depuis leur avènement les institutions antidémocratiques et bonapartistes de la Ve République, mises en place par le Coup d'État du 13 mai 1958, instaurant le fameux « *Coup d'État permanent* » qui dévoie la souveraineté populaire sur le terrain du césarisme par l'élection au suffrage universel du Président de la République, lui donnant **un caractère plébiscitaire par la concentration de l'expression de la volonté de tous dans les mains d'un seul dépositaire.** Si la Ve République n'a jamais pu aller au terme qui lui était dévolu, la fin du Régime des partis, qui concourent pourtant à l'expression de la volonté générale, elle a porté des coups sévères à la libre organisation politique des citoyens. **Le mandat qu'a reçu Emmanuel Macron des cercles financiers du Capital et des spéculateurs est d'achever la liquidation de l'existence des partis politiques pour empêcher toute expression, même déformée et abâtardie, de la volonté des citoyens.**

L'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 se réfère à la théorie élaborée par Montesquieu en disposant que « ***toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution*** ». Or, depuis 1958, il n'y a plus de réelle Séparation des Pouvoirs mais bien plutôt **une réelle confusion des pouvoirs** au détriment du Législatif, avec un Pouvoir exécutif exorbitant et prédominant et une autorité judiciaire qui tend à

s'autonomiser, se fait juge des dérives de l'Exécutif, en retour du mépris dans lequel elle est tenue par le gouvernement. La volonté politique d'Emmanuel Macron n'est pas de trouver une nouvelle forme de survie, un énième replâtrage des institutions, mais de **passer à un système politique néocorporatiste.**

Les cercles financiers veulent diriger ouvertement et directement les affaires de l'État au compte de leurs seuls et propres intérêts et ne plus déléguer celles-ci à des « commis politiques ». La venue, en nombre croissant, de personnes de la société civile au gouvernement est l'expression de cette volonté d'en finir avec la représentation traditionnelle de la bourgeoisie.

Conclusion

Cette analyse conduit la Libre Pensée à estimer, plus que jamais, que notre principal mot d'ordre est bel et bien de sauver la Démocratie représentative contre toutes les menaces qui pèsent contre elle.

Le choix est de plus en plus clair :

- ✓ Ou la mise en place d'un régime de plus en plus autoritaire.
- ✓ Ou la parole revient au peuple, aux citoyennes et aux citoyens, par la mise en œuvre de l'élection d'une Constituante libre et souveraine, pour enfin en finir avec les institutions antidémocratiques de la Ve République et défendre la liberté de conscience, germe de la République sociale.

Salut et Fraternité

À bas la Calotte et vive la Sociale !